

# Au Congo, l'opposition voit rouge

**Des manifestations violentes ont éclaté aux quatre coins du Congo (RDC) après l'adoption d'une loi électorale par la Chambre des représentants, samedi. L'opposition craint un tour de passe-passe pour maintenir Joseph Kabila au pouvoir.**

**FRÉDÉRIC ROHART**

Le Congo est très loin d'être une démocratie exemplaire. Les irrégularités constatées lors de la dernière élection présidentielle n'en sont qu'une indication. Mais pour l'opposition congolaise, ce qui se joue à présent, c'est le jeu démocratique lui-même. Ce jeu, Joseph Kabila, qui s'est emparé du pouvoir en 2001 à la mort de son père, le joue bon an mal an depuis l'élection présidentielle de 2006. Or, alors que la Constitution congolaise l'autorise à effectuer au maximum deux mandats présidentiels, sa majorité au Parlement tente de faire passer une loi qui pourrait prolonger son règne.

## Jouer la montre

Samedi soir, la majorité à l'Assemblée nationale (chambre basse du Parlement) a voté une loi électorale qui met l'opposition en ébullition. Le texte lie la tenue des prochaines élections à un processus d'«identification» des citoyens. Les élections ne se tiendront pas avant que tous les Congolais de 7 ans et plus aient été recensés. «Pour ce faire, des enquêteurs devront être déployés dans toute la République pour encoder les gens au fichier de la population et délivrer des cartes d'identité», explique Bob Kabamba, politologue à l'ULg. Cette mesure ne fait que répondre à des demandes répétées de la part des partenaires internationaux de la RDC: «Le corps électoral n'est pas bien

identifié pour l'organisation d'élections crédibles et transparentes. Cela fait longtemps que les instances internationales recommandaient cette mesure», indique Kabamba. Alors, pourquoi l'opposition a-t-elle refusé de participer au vote à l'Assemblée nationale? Parce qu'elle suspecte le clan Kabila d'utiliser ce texte pour jouer la montre. Selon le temps qui sera mis pour le mettre en œuvre, ce recensement pourrait en effet prolonger significativement le mandat du Président. «Le dernier recensement de la population, en 1984, avait duré trois ans. Cette fois, on ne parle pas d'un recensement au sens strict, il pourrait être effectué en un an si l'on s'en donnait les moyens», observe Bob Kabamba.

## L'ombre d'un doute

Reste plus que l'ombre d'un doute sur l'objectif que la majorité poursuit avec cette loi. D'abord, parce que l'adoption du texte intervient très tard sur le calendrier électoral: le risque d'un report de scrutin est d'autant plus grand que la date de l'élection est proche. Ensuite, parce que l'entourage de Joseph Kabila a déjà évoqué – au prix d'un tollé – la nécessité d'une révision de la Constitution pour prolonger son mandat. Enfin, et peut-être surtout, parce que la majorité ne montre aucun signe de renouvellement. «On est à deux ans de la fin du mandat. On sait qu'il faut plusieurs années pour forger une succession», observe Bob Kabamba. C'est d'autant plus long que le Congo fonctionne sur base tribale: pour avoir une assise nationale, il faut convaincre au sein des quelque 450 tribus – cela demande du temps et des moyens. «Si Joseph Kabila reste au pouvoir, on ne pourra plus parler de démocratie:

le Congo sera sans aucune ambiguïté un régime autoritaire», tranche le politologue.

## «Coup d'État»

Dans ce contexte, l'opposition dénonce – à tort ou à raison – un «coup d'État constitutionnel». Alors que le Sénat (chambre haute) devait se lancer dans l'examen de la loi électorale ce lundi, des milliers d'opposants ont manifesté, parfois violemment, leur opposition au texte. À Kinshasa, deux leaders de l'opposition ont été retenus par la police dans leurs bureaux, alors qu'ils appelaient leurs partisans à prendre le contrôle du Parlement. La police antiémeute a tiré des coups de feu et utilisé du gaz lacrymogène contre des manifestants qui lui lançaient des pierres. Au moins trois personnes, dont un policier, ont été tuées dans la capitale et selon des sources hospitalières au moins cinq manifestants ont été blessés par balles. L'Agence France Presse fait état de pillages et d'échauffourées entre des groupes de centaines de jeunes et la police. Des manifestations ont éclaté dans d'autres grandes villes du pays. À Goma, la principale ville de l'Est, un journaliste de l'agence Reuters a vu «deux personnes au sol, touchées par balles», et l'on a rapporté des coups de feu à Lubumbashi, le chef-lieu du Katanga (sud).

**«Si Kabila reste au pouvoir, on ne pourra plus parler de démocratie: le Congo sera sans ambiguïté un régime autoritaire.»**

**BOB KABAMBA**  
POLITOLOGUE (ULG)